



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2003, volume IV
Editions Bruylant, Bruxelles

MARTRES Jean-Louis , "De la nécessité d'une théorie des relations internationales :
l'illusion paradigmatique", AFRI 2003, volume IV

Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/martres2003.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE THÉORIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'ILLUSION PARADIGMATIQUE

PAR

JEAN-LOUIS MARTRES (*)

Les relations internationales constituent-elles un territoire si particulier qu'elles nécessitent le recours à des paradigmes spécifiques, distincts des méthodes habituelles en sciences sociales ? Il ne le semble pas.

Cependant, il convient de tenir compte des voiles successifs qui en obscurcissent le sens. Tout d'abord, les gouvernants, fussent-ils démocratiques, ne sont guère enclins à expliquer clairement à l'opinion les raisons réelles de leurs engagements : bien entendu, parce que la plupart des citoyens s'y intéressent peu, mais aussi parce qu'ils ont tendance à les considérer comme un théâtre où se déplacent des personnages jouant une pièce inconnue ; ils ont besoin d'un code pour comprendre la liturgie et applaudir les performances. Et les Princes savent qu'ils doivent, au regard de leurs valeurs culturelles et des attentes nationalistes du public, se donner le plus beau rôle. Aussi choisissent-ils d'évoquer les problèmes de la société internationale par un discours moraliste visant à désigner les bons et les méchants et, si possible, précisant à quel point ils sont du bon côté ! Les médias confortent l'essentiel du dispositif en renforçant à leur tour le caractère manichéen du discours et réservent à une mince élite des clefs de compréhension plus raffinées, mais souvent partisans, en fonction de leurs propres références politiques. Le malaise s'accroît lorsque l'on constate à quel point l'Occident, lieu essentiel du débat théorique, trouve de bonnes raisons pour élaborer des doctrines interventionnistes fondées sur de grands principes ou de bons sentiments. D'abord l'Eglise et la guerre juste, puis la défense de la démocratie et des droits de l'homme : tout lui est bon pour continuer à s'attribuer la meilleure part, celle de la justice dans les relations internationales.

Pour approcher tant soit peu l'essentiel, il faut donc passer au travers de ce premier barrage idéologique. Cependant, c'est pour mieux se trouver confronté à un deuxième, celui du langage diplomatique. Celui-ci a ses propres règles et tout particulièrement une vision du temps différente de celle de l'opinion. La durée, la solution à long terme, la gestion méticuleuse des mots l'obligent à « euphémiser » les propos, à les enfermer dans un

(*) Professeur de Science politique à l'Université Bordeaux IV - Montesquieu et président-fondateur du Centre d'Analyse Politique Comparée, de Géostratégie et de Relations Internationales (CAPCGRI)

registre très court, jouant sur les nuances sémantiques. Car le diplomate, s'il s'engage, prévoit aussi de se délier : il se doit de cultiver l'ambiguïté, source féconde d'une pluralité d'interprétations.

Devrait alors intervenir le recours à la théorie qui, grâce à des paradigmes explicatifs, aiderait à percer le secret des Princes. Nous ne sommes pas loin de considérer pourtant qu'il s'agit encore d'une barrière contribuant finalement à obscurcir le sujet plutôt qu'à l'éclairer. C'est tout spécialement à cette illusion paradigmatique que nous allons nous attacher. Tous ceux qui reprochent à la théorie réaliste son cynisme cultivent une vision irénique et idéaliste de l'avenir des relations internationales. Toutefois, cette introduction de la morale a au moins un mérite, celui de poser une question au concept de théorie des relations internationales : est-il une modélisation d'une pratique politique ou est-il, véritablement, l'embryon d'une science capable de déduire de l'observation empirique des régularités répétitives ? La prise au sérieux de ces théories exigerait un choix entre ces deux possibilités. Il est prudent cependant d'ouvrir le débat sur une autre hypothèse : ne sommes-nous pas en face d'un nouveau champ d'expression pour les idées politiques, préférant désertter les lieux traditionnels de la pensée ? Nous penchons en faveur de cette dernière hypothèse.

Cherchons donc à débusquer cette pensée derrière le masque d'une pseudoscience. Cela ne veut en aucun cas dire que nous négligeons ou tenons pour néant l'immense effort d'analyse déjà accompli. Bien au contraire. Très précisément, le rôle de la pensée politique, longtemps mésestimé sous l'influence du marxisme, s'affirme aussi bien dans la tentative de compréhension de la réalité, que dans la proposition de modèles de comportement, en vue d'améliorer ou de changer radicalement la vie politique. C'est dans cette direction que nous allons présenter, très sommairement, la logique de la grande « bataille des paradigmes », avec l'espoir de démontrer que leurs distances ne sont pas aussi grandes que leurs concepteurs le prétendent.

LE PARADIGME RÉALISTE ET SES ADVERSAIRES

Il convient d'essayer d'aborder les théories des relations internationales avec une volonté de clarté, tant celles-ci cultivent leurs différences et semblent exiger un choix préalable : leurs auteurs refusent d'être mis sur le même pied et considèrent comme hérétique toute tentative de tirer des bénéfices cumulatifs de leurs recherches variées. Pourrait-on être, sérieusement, à la fois catholique et protestant ? Dans le même temps, on peut noter un point sur lequel les théoriciens des relations internationales semblent d'accord, à savoir la certitude de ne travailler ni sur le même objet ni grâce aux mêmes méthodes : ils se disputent sur l'existence d'une discipline dont ils sont incapables de dire si elle concerne le pouvoir mondial, les relations

entre Etats, les flux transnationaux publics et privés, ou tout cela en même temps.

Largement dominée par les chercheurs nord-américains, la théorie des relations internationales a en très peu de temps donné naissance à un large corpus partagé entre paradigmes rivaux, lesquels sont devenus un lieu d'érudition, une richesse académique, que se doivent de posséder étudiants et chercheurs : ce puzzle semble poser l'interrogation majeure de savoir quel paradigme choisir afin d'arrimer solidement son avenir universitaire à l'équipe gagnante. La part française, très concentrée autour du Centre d'Etudes des Relations Internationales (CERI) de l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris, ne peut, sans perdre son originalité, se rallier entièrement avec armes et bagages aux seules théories américaines; elle doit s'en démarquer, afin de ne pas céder à ce dangereux « impérialisme idéologique ». Pour cela, apparemment, elle a résolument choisi un chemin qui la dirige vers le jugement de valeur : la position est habile et rejoint celle, traditionnelle chez les intellectuels français, d'épouser la posture du détenteur de la vérité, afin de mesurer à l'aune de leur propre vertu, tout aussi bien les théories des chapelles rivales que le comportement des Etats; cette approche n'est pas sans précédent et, dans la lutte qui opposait colombes et faucons aux Etats-Unis, les premiers avaient déjà très largement fait un choix éthique.

Lorsque le réalisme cherche des ancêtres à ses analyses, il invoque tout naturellement Thucydide, Machiavel ou Clausewitz. Finalement, la théorisation apparaît chez des auteurs comme Kennan, Morgenthau, Waltz (donc à une période récente) marquée par les violents conflits du XX^e siècle. Considéré par certains coryphées transnationalistes comme étroitement lié à la vision juridique, le réalisme s'en distingue en fait très fortement : l'opposition radicale apparaît sur la question de l'idéalisme juridique, supposant possible de dépasser les conflits par l'institutionnalisation et le règne du droit. Les réalistes, refusant de croire en une harmonie universelle des intérêts, sont aussi des libéraux, au sens politique et économique du terme, mais ils se méfient d'une régulation sociale rendue possible par le seul jeu de l'économie de marché.

Si des auteurs comme Kennan et Morgenthau conservent une partie de la cosmogonie juridique, en ce sens qu'ils centrent leurs analyses sur l'Etat, en revanche ils pensent que la société internationale est par nature anarchique, régie par la seule loi du conflit et la poursuite des intérêts nationaux. Le fondement dérive du jugement pessimiste de Machiavel et Hobbes sur la nature humaine, où l'homme déchu reste soumis à l'égoïsme de ses passions et ne trouve que dans la force les moyens de satisfaire ses intérêts. Appliquée aux Etats, cette vision conclut que ces derniers refusent d'accepter l'idée d'égalité et s'en remettent à la puissance pour exprimer leur vision hiérarchique du monde : ils seraient ainsi condamnés à augmenter sans arrêt

leurs forces afin d'éviter la soumission ou la destruction ; et la seule issue à cette escalade se trouverait dans l'accès à des équilibres de pouvoir entre Etats, aussi fragiles qu'inconstants.

Qu'est-ce que le réalisme ?

Contrairement aux apparences, le réalisme n'est pas une théorie, encore moins un paradigme, mais le résultat d'une expérience, d'une appréhension empirique du politique. Toute l'erreur du réalisme fut de se présenter comme une théorie alors qu'il décrivait l'art de la politique, immuable et changeant. La compréhension du réalisme doit se faire en fonction d'une philosophie de l'action très différente du souci éthique. En revanche, le libéralisme tel qu'il est interprété dans le paradigme éponyme est, lui, véritablement dogmatique et idéologique : il entend déduire la politique d'un parti pris pacifiste, laissant supposer qu'il y aurait une liaison mécanique entre l'économie de marché, la coopération politique, et l'institutionnalisation des relations internationales.

Les détracteurs de la pensée des réalistes ont très précisément attaqué ceux-ci sur la part théorique, négligeant ainsi leur réelle spécificité. Cela évoque la distinction existant entre les légistes en Chine, où la théorie se durcit de façon systématique chez Han Fei par rapport aux recueils de pratiques exposés par ses prédécesseurs : or, Han Fei est le seul à ne pas avoir exercé de responsabilité politique. Même les théoriciens réalistes les plus durs, comme Morgenthau, ne furent pas vraiment des gouvernants.

En d'autres termes, le réalisme caractérise bien le tempérament de l'homme d'action, sa volonté de lutte au service d'une cause qu'il fait sienne et qu'il veut voir triompher par tous les moyens jugés opportuns et efficaces, en considérant que l'intérêt qu'il défend passe avant toute considération de morale ordinaire. Le monde que décrivent les réalistes correspond à un jeu pour lequel les acteurs doivent avoir la maîtrise de leurs nerfs et obéir à la logique de la raison. Aussi s'exprime-t-il au mieux dans le calcul stratégique. La conceptualisation fige cet art mouvant et l'enferme à tort dans des règles apparemment précises. Méfiantes, prudentes, rationnelles, raisonnables, telles devraient être les politiques étrangères inspirées par le réalisme.

Compte tenu de cela, il convient de passer en revue les concepts invoqués ou prêtés aux réalistes comme symptomatiques de leur pensée.

Les « concepts réalistes »

L'Etat

Pour les réalistes, l'Etat résulte d'une transposition anthropocentrique, symbolisant le retour à l'état de nature qui précède le pacte social : moment

qui réclame toutes les ressources de l'intelligence, de la ruse et de la force, pour assurer survie et sécurité, défendre son intégrité physique. La frontière étatique en est le symbole et la souveraineté, l'attribut. Machiavel dans ses analyses du mal, fondateur de l'ordre, trouve ici sa juste place.

Les réalistes se sont souvent vu reprocher leur stato-centrisme : Rosenau, par exemple, multipliant le nombre des acteurs, s'est rallié aux transnationalistes par souci d'ôter tout privilège particulier à l'Etat. Force est de reconnaître que, étant nombreux à travailler pour l'Etat, les réalistes ont tendance à mettre celui-ci en avant : ils n'aimeraient guère que leur « employeur » soit déchu au niveau d'une quelconque ONG ou encore soumis à la puissance de multinationales, car leur propre travail s'en trouverait du même coup rabaisé et, pour un serviteur de l'Etat, ce sentiment ne serait pas acceptable.

Cette réaction corporatiste ne doit pas faire oublier les leçons de l'Histoire. D'ailleurs, les réalistes savent très bien que l'Etat n'est pas la seule forme, ni la forme nécessaire, de l'aménagement du pouvoir politique. Durant la Guerre froide, dans la bataille bipolaire, chaque bloc visait implicitement, en luttant pour la disparition de l'autre, l'Empire qui aurait détruit les prérogatives de l'Etat westphalien. N'assiste-t-on pas à une telle destruction depuis l'implosion de l'URSS ? Pas tout à fait, car la possibilité de gouvernance de cet ensemble planétaire en voie de constitution exige encore le respect des préséances et du protocole des Nations. N'est-ce pas d'ailleurs la leçon des vieilles techniques de l'*Indirect Rule*, pratiquées par les Anglais en Inde, en Afrique ou en Asie ? Il serait en effet extrêmement désagréable de rappeler à certains Etats que leur souveraineté n'existe plus qu'*in partibus* ! Cela permet de ménager habilement un fait têtue, celui de la nation, dont la disparition n'est pas postulée par l'existence d'un Empire.

Les réalistes, loin de négliger la longue période qui a précédé le Traité de Westphalie, s'en souviennent au moment de gérer les affaires de la période contemporaine. Ils ont très bien saisi que, politiquement, les idéologies transnationales sont dangereuses, dans la mesure où elles glorifient l'abaissement de l'Etat. En fait, les réalistes s'intéressent davantage au pouvoir qu'à l'Etat et ceux qui agissent au sein des Etats-Unis ne voient aucune raison de renoncer à la suprématie de l'Etat au moment où sa puissance devient hégémonique. D'ailleurs Suzan Strange, tout en se réclamant du réalisme (mais britannique) a consacré une large partie de son œuvre à étudier les relations entre pouvoir politique et pouvoir économique, reconnaissant ainsi la puissance de ce dernier facteur. De la même façon, aucun réaliste n'ignore que, dans la conduite des affaires, le comportement stratégique doit tenir compte de tous les autres acteurs ; tout réaliste sait, qu'à la différence des Etats, qui sont des acteurs permanents, tous les autres acteurs sont spécialisés et, parmi eux, beaucoup sont éphémères, donc vulnérables : les acteurs

réalistes servent le pouvoir politique et se servent des autres pouvoirs pour aboutir à leurs fins.

L'intérêt

Le souci permanent de survie du pouvoir trouve son expression dans le concept d'intérêt. Pris dans un sens rationnel, ce dernier postule le calcul de l'investissement dans l'action pour en apprécier la rentabilité attendue : trop coûteuse, cette action doit être évitée ; bénéficiaire, il faut l'engager. Bien entendu, au regard des thèses idéalistes, le calcul paraît mesquin, indigne de la générosité humaine. Les réalistes estiment, eux, que les biens sont mal répartis et en quantités si insuffisantes qu'ils obligent ceux qui les détiennent à organiser une veille constante pour ne pas en être dépossédés.

L'idée selon laquelle l'action de l'un provoque la réaction de l'autre et que tout le scénario se construit de la sorte relève d'une notation juste, appartenant aussi bien au réalisme stratégique qu'au constructivisme interactionniste. Elle a le mérite de souligner la possibilité technique pour l'homme de changer le cours des choses, selon la façon dont il « jouera » de ses atouts. Cependant, les conséquences à tirer de ce raisonnement doivent être prudemment circonscrites. L'acteur actuel, l'Etat, hérite de certains rôles forgés par l'Histoire qui le contraignent. Pourquoi l'Histoire a-t-elle été ce qu'elle a été ? Sans retomber dans le déterminisme téléologique de l'Histoire, où et quand se situent les marges de liberté ? Pourquoi la France a-t-elle cherché à conquérir ses frontières naturelles ? Pourquoi la Russie a-t-elle couru vers les mers libres ? Et l'île anglaise a-t-elle choisi par hasard la maîtrise des mers ? Jusqu'où peut aller le constructivisme dans la création d'un ordre nouveau ? D'ailleurs, ce paradigme reste ambigu, car il peut être aussi bien défini comme une postérité inavouée du marxisme, comme un libéralisme absolu ou bien encore comme la formalisation des principes généraux de stratégie à partir de la théorie du jeu à deux joueurs de Newman et Morgenstern.

En fait, inspiré de la morale des Princes, de la raison d'Etat en action, l'attachement patriotique des réalistes rend compte également du concept d'intérêt national. Cependant, chaque fois que les réalistes ont voulu théoriser le contenu pour démontrer sa persistance historique, ils ont fait l'objet d'une critique méritée –, critique selon laquelle ils ont recours à un concept flou, certes commode, mais indéfinissable.

En réalité, pour saisir la pensée réaliste, il convient de réintégrer chaque auteur dans sa période et de l'écouter disserter de l'intérêt tel qu'il l'entend à un moment précis de l'Histoire. En d'autres termes, l'intérêt est inséparable de la conjoncture et de la comptabilité imaginaire auquel doit constamment se livrer le Prince pour atteindre les buts qu'il s'est fixés, lesquels sont sans doute dictés par sa culture, mais aussi et surtout par la froide analyse des moyens réels qu'il détient.

Il doit rester clair que la formulation abstraite du concept d'intérêt perd une grande partie de son sens. Tout au plus peut-il servir de guide, pour saisir ce qui, à un moment donné, dans des circonstances particulières, génère la réaction des gouvernants et lui suggère des objectifs considérés comme vitaux. Il n'y a aucune possibilité d'« objectiver » l'intérêt, sans lui faire perdre son sens pluriel. Nous avons affaire à des variables historiques et psychologiques congruentes, incapables de se glisser dans un moule abstrait.

Pour éviter ce reproche, les réalistes se réfugient derrière un intérêt minimal commun à tous : celui de la survie et de la sécurité. Cependant, cela ne suffit pas à convaincre car l'équation n'est pas plus solide et le concept, toujours aussi indéfinissable, à moins de l'entendre comme la volonté des États de perdurer : le problème n'est donc pas pour autant résolu, car cette volonté est identifiable dans toutes les organisations ou associations, même les plus modestes. L'abstraction ne sied pas au réalisme.

Devient alors très forte la contestation constructiviste qui fait de l'intérêt le résultat d'une interaction, démunie de tout fondement antérieur qui serait la propriété particulière et constitutive d'un acteur. Il y a une grande part de sophisme dans cette présentation des choses. Sans doute pour passer sur la scène du théâtre international, tous les acteurs revêtent-ils masques et costumes de rôle. Cependant, ceux-ci ne sont pas choisis au hasard : ils sont construits intentionnellement, afin de tenir compte des contraintes du milieu. Quelquefois, la tenue de scène gêne les acteurs aux entourures pour la réalisation et la formalisation de leurs objectifs ; tout aussi bien, elle peut découpler la puissance des ruses et des stratagèmes. Autrement dit, si l'intérêt en soi n'existe pas, tous les gouvernants agissent pourtant en raison d'intérêts concrets, parfaitement identifiables.

L'anarchie

Bien entendu, cette vision des choses trouve son fondement dans l'anarchie, censée régner entre les entités étatiques rivales, les projetant dans le vide sauvage d'un « état de nature » antérieur à toute régulation. A cette vision répond la démonstration selon laquelle ce vide est un trop-plein, en voie d'intégration grâce aux « régimes » et aux institutions internationales, réputées échapper au contrôle étatique. A cela s'ajoutent toutes les thèses transnationalistes démontrant la continuité interne-externe, dépeçant l'État de ses dernières capacités. Les néoréalistes s'accommodent très bien de tels arguments, car ils peuvent arguer tout aussi facilement que les organisations n'existeraient pas sans le contrôle de l'État, que les « régimes » obéissent aux mêmes principes élémentaires de délégation et de coordination que ceux des services publics internes. Quant à l'ordre international nouveau naissant des sociétés économiques « multinationales », il n'est guère difficile de montrer, sans même recourir à l'argument de Gilpin sur la création de « biens publics » par l'État, que l'ordre libéral implique la séparation du politique

et de l'économie. L'existence, vite oubliée, des économies planifiées, démontrait bien qu'une solution différente était possible, même si elle ne fonctionnait pas correctement.

L'anarchie, dans le discours réaliste, est une simple commodité langagière, pour montrer que l'égoïsme national doit l'emporter sur tout autre. Elle ne vise pas à décrire un type de système politique sans règle, qui n'existe pas plus dans les sociétés internes qu'internationales. Tout au plus les réalistes visent-ils l'idée d'un degré plus grand de liberté existant dans la défense des intérêts, car l'incompréhension des peuples aux questions de politique internationale leur laisse les mains plus libres; cette « incompréhension » cache d'ailleurs souvent un consentement implicite à l'emploi de moyens dérogeant aux normes internes. La victoire est le seul moyen de légitimation dont on peut s'enorgueillir au même titre que d'un succès sportif. Le nationalisme est simplement inscrit dans le filigrane du discours, qui trouve commode de prétendre agir dans un état de nature, afin de mieux y déployer ses stratégies : simple ruse sémantique, l'anarchie est un alibi commode pour libérer la puissance de ses entraves morales. La preuve en est d'ailleurs donnée lorsque dans ce « vide » se déploient des stratégies de « gouvernance » ! Les réalistes en connaissent parfaitement les rouages, le seul problème reste de les utiliser au profit de leurs mandants.

En d'autres termes il est curieux, voire inconséquent, de déduire l'effacement de l'Etat dans les relations internationales, au seul prétexte qu'il existe une pluralité d'acteurs. C'est le fruit pourtant d'un choix clair des Etats en faveur d'un pluralisme aussi bien interne qu'externe, comme il convient dans une société libérale.

Balance of Power

Chacun s'accorde à dire que le concept de *balance of power* se comprend mal et que sa signification est plus large, plus dynamique. En effet, ce concept est bâti comme une sorte de guide de l'action visant à éviter la domination d'un Etat trop fort, ce qui suppose et génère de multiples tactiques : se coaliser avec d'autres pour résister à la montée en puissance d'un acteur; concert des Nations; appui apporté aux Etats les plus faibles dans une guerre avec un voisin déjà trop fort; division et subversion des coalitions; proposition d'échanges ou de compensations à l'occasion d'un marchandage diplomatique... Si l'on veut enfermer le principe dans une règle fixe, il échappera à l'analyse, car il se définit davantage comme la préoccupation stratégique générale d'un dirigeant que comme la déclinaison de principes et d'axiomes; en fait les circonstances obligent à se fier à l'imagination pour renouveler les modalités de l'action. En examinant l'histoire de la politique de la Grande-Bretagne à l'égard du continent, les multiples

recettes employées pour le dominer témoignent de l'infatigable activité créatrice de l'imagination stratégique.

D'où la nécessité de recourir à la notion de puissance.

La puissance

La puissance est généralement comprise comme le seul moyen de provoquer l'arbitrage du destin. Cependant, ici, l'image est brouillée, car la puissance semble synonyme de force déchaînée arbitrairement pour assouvir la soif de domination de quelque tyran. En fait, cela ne diffère guère du « *si vis pacem para bellum* » : la démonstration de la force est dissuasive par nature. Or, comme l'oiseau minuscule se pare de couleurs effrayantes pour dissuader le prédateur, la puissance est autant réalité que subterfuge, car son but demeure bien la paix et non la victoire, ainsi que le fait remarquer Raymond Aron. La puissance ne justifie pas la conquête, mais fait plutôt l'éloge du gendarme gardien de l'ordre. La puissance réaliste pourrait en fait se définir comme le recours à la force contre la violence, mais ce paradoxe passe souvent inaperçu, alors qu'il est la condition essentielle pour arriver à la table de négociation, prélude à la paix.

Il ne faut pas prêter trop de naïveté irénique aux gouvernants. Le discours précédent est commode quand surviennent les critiques libérales. La loi de la puissance est à la fois plus silencieuse et plus meurtrière. Surtout, là encore, prendre la « théorie réaliste » au pied de la lettre conduit à une impasse. La mode condamne la puissance sur le fallacieux prétexte qu'elle n'est pas « calculable ». Raymond Aron le dit lui-même; d'autres, par la suite, ont condamné les entreprises d'auteurs comme Cohen ou Clyne et renoncé aux tables de la puissance élaborées par Karl Deutsch. Ce concept n'est pas susceptible d'une définition unique. En revanche, comment ne pas remarquer l'utilité du mot pour souligner le fait qu'aucun acteur ne se lance dans une action sans avoir auparavant « évalué » ses forces et celles de son adversaire? Devrait-on renoncer à la beauté sous prétexte qu'il est impossible de dégager des critères universels permettant de l'identifier à coup sûr? Ce concept flou reste indispensable car il nomme cette polymorphie d'un phénomène. Il ne sert de rien d'en refuser l'usage au nom d'une quelconque arithmétique. Ce qui gêne, une fois encore, reste bien l'incapacité du théoricien à accepter que dans les sciences sociales les concepts n'obéissent pas aux mêmes définitions que celles utilisées en physique ou en chimie. Pour saisir le concept, une rupture épistémologique est nécessaire et on se doit d'accepter l'ambigu, le trouble, la polysémie, comme un moyen empirique et utile rendant accessible à un moment donné un fait de « plus grande puissance ».

Le réalisme, un art de la politique transposé dans les relations internationales

En rendant compte de cette façon très élémentaire de la théorie réaliste, il est aisé de reconnaître les sources européennes de la conduite des affaires étrangères dans la vieille Europe. Toute l'histoire du continent se trouva réglée sur ces principes qu'incarnèrent parfaitement des personnalités comme Louis XI, Talleyrand ou Metternich. Clausewitz, en s'attachant à décrire les règles de la guerre, ne fit pas autre chose qu'affirmer la subordination des militaires aux politiques, seuls maîtres des chemins de la paix. Autrement dit le réalisme se ramène à un art de la politique, transposé dans les relations internationales.

Pour cette raison il est impossible d'invoquer une quelconque théorie réaliste qui sera toujours incapable d'enfermer sa subtilité dans des concepts fixes et définitifs. Bien au contraire, cette formulation paradigmatique du réalisme prête le flan à toutes les critiques. Celles-ci furent d'ailleurs nombreuses, mais, finalement, s'attaquèrent davantage à une illusion dogmatique qu'au cœur même du réalisme. Avant de se livrer aux analyses « déconstructivistes » des ennemis du réalisme, notons, avec quelque ironie, qu'elles se trouvent défendues par des auteurs américains, alors qu'elles symbolisent tout l'immoralisme de la vieille Europe que les pères fondateurs avaient fui pour cette même raison.

Au final apparaît donc le caractère axial, matriciel de la théorie réaliste, principalement visée par tous les déconstructeurs, quel que soit leur point de départ méthodologique. Peu importe que l'Etat ne soit plus un acteur unifié, qu'il partage l'initiative de la politique extérieure avec des organisations multinationales, que sa souveraineté s'efface comme cela est prévisible dans une société pluraliste : pour un réaliste, seul l'acteur réel doit être pris en compte. Il en va de même pour la distinction interne-externe : tous essaient de démonter ce qu'ils considèrent comme les dogmes fondateurs du réalisme, alors qu'ils poursuivent de leurs foudres la forme illusoire que prend le réalisme chaque fois qu'il veut être considéré, lui aussi, comme une théorie. De ce fait, chaque critique porte à faux. Sans doute l'intérêt national devient-il flou et équivoque après le passage du culturalisme et cède-t-il le pas à des formes singulières d'intérêts particuliers, tous incapables de s'unifier pour fonder une théorie. Cependant, jamais aucun acteur « réaliste » n'a contesté la spécificité des intérêts. Pour ce qui est de la puissance, symbole honni des politiques de force, faute encore de pouvoir en présenter une définition précise et « scientifique », il paraît désormais préférable de déclarer sa mort ou bien de la remplacer par un substitut édulcoré : l'influence. Cette critique est de l'ordre de la conjuration, car le phénomène demeure ! Quant à l'état d'anarchie supposé définir le milieu international, sa remise en question par les mécanismes de régulation systémiques mis à jour par les structuralistes ne fait pas disparaître l'Etat, toujours prêt à renaître, toujours

vigilant. Tout au plus celui-ci s'incline-t-il quand il est le plus faible dans une relation avec une entreprise multinationale qui le soumet : cela est la conséquence de son impuissance et non la preuve générale de la fin des Etats. Le tableau ci-après illustre l'enjeu destructeur des nouveaux paradigmes en même temps qu'ils soulignent le caractère matriciel de la thèse réaliste.

Tableau de la déconstruction de la théorie réaliste

	<i>L'Etat</i>	<i>Externe/ Interne</i>	<i>Puissance</i>	<i>Intérêts nationaux</i>	<i>Relations interétatiques</i>
<i>Fondements du réalisme</i>	Seul acteur des relations internationales	Anarchie	Equilibre, capacité évaluables, <i>Balance of power</i>	Survie des Etats Maximiser l'espace vital des Etats	Stratégie étatique volontariste Jeux d'alliances Diplomatie ou guerre
<i>Critiques du réalisme</i>					
Transnationalisme	Acteurs multiples Organisation internationale	Continuité interne/ externe Réseaux transnationaux Société internationale Système monde Réseau cybernétique Autorégulation	Non évaluable Non quantifiable Appréciation subjective et influence	Variabilité infinie Fonctionnalisme (moteur) Systèmes marxistes ou capitalistes aux intérêts différents	Interdépendance Organisations internationales Régimes internationaux
Structuralisme systémique	Système global Primat du système sur l'Etat Structure sociale mondiale	« Régimes » internationaux Gouvernance ou empire américain dominateur	La puissance est attribuée par le système Primat de la coopération Relations d'influence Phénomènes culturels	Les intérêts sont modelés par le système	Régulation par les institutions internationales Problème du changement de système
Constructivisme	Constructions intersubjectives, symboliques Structure sociale mondiale Interactions des identités	Perceptions Image Discours	Rôle	Auto-construit, non donné, masculin/féminité Intérêts construits, sans matérialité, résultats de relations intersubjectives	Gouvernement mondial Solidarité possible
Marxisme	Primat des forces de production Etat superstructures	Lutte capital/travail	Puissance des peuples révolutionnaires, conduits par le sens de l'Histoire	Intérêts internationaux du prolétariat	Lutte des classes mondiale Internationalisme prolétarien
Libéraux	Pluralisme des acteurs	Continuité du marché interne/ externe	Incalculable	Culturalisme Doute	Processus complexe sans commencement ni fin

Il reste cependant à préciser les raisons pour lesquelles ces querelles entre paradigmes sont aussi violentes et si elles dépendent vraiment de la complexité des relations internationales. Il semble au contraire qu'elles soient surdéterminées par des motivations idéologiques.

LES FONDEMENTS DE LA QUERELLE

La persistance du réalisme se manifeste par sa capacité à s'enrichir de nouvelles méthodes des sciences sociales, principalement développées après la Seconde Guerre mondiale. Quant à ses adversaires, ils montrent par leurs hésitations qu'ils ne peuvent pas véritablement l'oublier. Des transits fréquents d'un paradigme vers l'autre prouvent le fait. Prenons à témoin les repentirs de Robert Keohane qui, de lui-même, reconnut le caractère simpliste du modèle réaliste tel qu'il le définissait, afin de l'opposer à l'« *interdépendance complexe* ». Quant à Ernest Haas, approfondissant son étude de la CEE, il devint sceptique sur les mérites du néo-fonctionnalisme ou, en tout cas, sur la possibilité de considérer l'intégration européenne comme un modèle susceptible d'être étendu à d'autres États (le caractère particulier du traumatisme de la Seconde Guerre, le contexte de dissuasion nucléaire, les valeurs historiques et culturelles des États européens constituent en effet des conditions non reproductibles dans d'autres aires géographiques); finalement, il se consacra alors à l'étude de la « gouvernance » mondiale, en analysant le fonctionnement – défectueux selon lui – des grandes organisations internationales. Il n'est pas isolé dans son cas : une lecture attentive montre en fait que des auteurs comme Karl Deutsch s'attachèrent, à partir du behaviorisme, à l'étude de la puissance et en recherchèrent les indicateurs dans des analyses quantitatives raffinées.

Ces considérations nous conduisent à poser la question fondamentale : toutes ces attaques sont-elles dictées par un souci scientifique ou émanent-elles de jugements idéologiques ?

Théories, idéologies et philosophies

Il est très hasardeux de penser que l'introduction de méthodes scientifiques rigoureuses ferait totalement disparaître les référents idéologiques de chaque auteur. La plupart, d'ailleurs, d'origine européenne, avait dû fuir devant l'avancée du nazisme et se méfiait viscéralement de tout compromis avec le « Mal », c'est-à-dire l'État. Ernest Haas, par exemple, s'intéressait de près à l'intégration européenne, mais il le faisait avec l'espoir que ce processus étonnant ferait disparaître la relation directe du citoyen à l'État, cause des désastres militaires d'origine nationaliste : l'attachement à une société internationale équilibrée, pacifique, débarrassée des pulsions agressives prêtées aux États, obligerait à rechercher des modèles idéaux supranationaux, à s'intéresser à la gouvernance mondiale et à rejeter les relations de force. En cela, E. Haas poursuivait le vieux rêve des juristes. Cependant, n'oublions pas que des auteurs réputés « réalistes » comme Henry Kissinger ou George Kennan refusaient l'engagement américain au Vietnam !

On pourrait déjà prétendre que les oppositions théoriques reproduisent le clivage droite-gauche, où les réalistes occuperaient la place des conserva-

teurs en politique interne et les idéalistes libéraux celle de la vertu pacifiste et coopérative de la gauche. Pour ces raisons, les premiers furent souvent présentés comme des faucons incapables d'imaginer une politique séparée de la force (attaque très exagérée, ne serait-ce que si l'on songe à la référence coopérative du Congrès de Vienne chez Kissinger); les libéraux, au contraire, feraient toute confiance au marché, se substituant progressivement à l'autorité de l'Etat et conduisant directement à la paix.

En fait la grande question politique posée par les relations internationales demeure, ainsi que l'a montré Raymond Aron, la dialectique paix et guerre. On constate que sur ce thème paradigmatique, les théoriciens recherchent dans les matrices philosophiques la solution au problème. Tantôt, ils redoutent la part maudite de l'homme, sa volonté de puissance ou de domination et l'Etat devient le support anthropocentrique d'une volonté de résistance cherchant à faire preuve de sa capacité à protéger l'unité nationale. De ce point de vue, les réalistes ressentent profondément l'influence des philosophies pessimistes sur la nature humaine et se réclament d'une vision héroïque et tragique du monde, très inspirée par une métaphysique du Mal. Pour eux, le conflit est la source même du changement, ce qui les oblige à courir après ce mystérieux concept d'équilibre, moment de stabilité dont le secret réside dans l'art de la politique. Car le pouvoir, davantage que l'Etat, est au centre des débats. Cette lignée philosophique, très aristocratique, ne s'intéresse qu'au moment où l'homme doit prendre sa décision pour s'engager dans l'action. La volonté reste ainsi au centre de son système de représentation et, d'une certaine façon, implique une vision subjectiviste dans la mesure où l'Etat se trouve investi des mêmes attributs que l'homme. Mais faut-il reconnaître qu'à un moment donné l'Etat est toujours un homme! Il y a toujours un décideur ultime, quelle que soit la chaîne de contraintes qui conduise au choix.

Il est parfaitement possible de réfuter cette vision du monde et de l'imaginer sur de tout autres fondements. Ainsi, Locke croyait que la faim seule caractérisait l'état de nature : il justifiait ainsi l'existence de la propriété et de la liberté du commerce. Cette option peut conduire vers un quiétisme matérialiste et hédoniste lié à la vision libérale de l'économie de marché. Remarquons, à titre incident, que la concurrence des intérêts présentée comme débouchant sur ce moment privilégié où le conflit se transforme en harmonie est tout aussi mystérieuse dans son approche que l'« équilibre » des réalistes. De ce fait toute procédure juridique ou politique pouvant conduire à l'entente leur paraît supérieure *a priori* aux démonstrations de force et aux moulinets des militaires. Encore faudrait-il faire attention à de nouveaux Munich!

L'irénisme libéral trouve sa limite chaque fois que l'adversaire n'en partage pas les valeurs. Mais son adoption entraîne immédiatement, au moment de l'analyse des relations internationales, une préférence très nette

pour le paradigme transnationaliste ou pour les théories de la coopération poussées jusqu'à l'intégration. De la même façon, la préférence idéologique pour l'objectivisme conduira à choisir les théories structuralistes et systémiques, négligeant l'importance des acteurs. Nous retrouvons donc à ce niveau les mêmes oppositions qu'en philosophie, où se déploie le combat entre métaphysique du Mal et philosophie optimiste, entre universalisme libéral et relativisme culturel, entre objectivisme et subjectivisme, lesquelles oppositions génèrent des méthodes d'approche, mais ne font jamais oublier leur parti pris sur la nature de l'homme et l'ontologie. Il ne saurait être question de considérer ces surdéterminations philosophiques comme la source plausible de paradigmes réellement explicatifs.

Ajoutons, pour ne négliger aucun aspect, l'influence des théoriciens féministes qui, comme Anne Tichner, soulignent la position très voisine des réalistes et des libéraux en l'attribuant à leur vision « masculine » de la société internationale. En particulier, les concepts de « sécurité » et « d'instabilité » dépendraient fortement de la vision « machiste » du monde développée par les hommes.

Cependant la relation à la philosophie n'explique pas l'alternance des « modes » dans le choix d'une théorie des relations internationales.

Théories, doctrines de politique étrangère et Histoire

Théoriquement nous serions confrontés à des paradigmes contradictoires dont chacun prétendrait expliquer le sens et la conduite des relations internationales, justifiant ainsi le jugement d'éclatement. Rien n'est plus faux que ce propos.

Tout d'abord, ces théories sont datées du fait de leurs conditions historiques d'émergence. Elles ont un très fort contenu historique et leur formulation abstraite ne peut cacher leur profond ancrage dans un débat précis de politique étrangère. Moins que des théories, mais légèrement plus que des doctrines, elles expriment fortement des opinions de politique étrangère. Nous avons déjà esquissé l'idée selon laquelle la représentation juridique du monde était fortement liée à un substrat idéologique et exprimait une forte nostalgie de l'Empire : cela donnera naissance à une voie possible au maintien de la paix et de la sécurité par la transposition des mécanismes internes de l'Etat dans la société internationale, qui se concrétisèrent à la SDN puis à l'ONU. Remarquons au passage l'importance de ce discours qui réussit à convaincre suffisamment de partisans pour faire naître une organisation.

Cependant, l'idéologie wilsonienne ne réussit pas à attirer les Etats-Unis et à les faire adhérer à la SDN, privant ainsi cette dernière d'un pivot hégémonique puissant. L'incapacité de cette organisation à décourager les initiatives du fascisme et du nazisme fut éclatante. D'un certain point de vue, dans une société aussi « hétérogène » que celle de l'entre-deux-guerres,

l'arme du droit était une barrière de papier contre des puissances acquises au primat de la force. Face à l'angélisme, mais surtout au « constitutionnalisme » naïf et au « constructivisme » subjectiviste des auteurs du Pacte de la SDN, se dressait une coalition d'hommes d'Etat et de théoriciens qui souhaitaient opposer la force à la force. Les réalistes avaient parfaitement compris que la nature « anarchique » ou, plus exactement, conflictuelle de la société internationale ne permettait pas d'enclencher un processus d'union juridique de type quasi fédéral. Se nommant réalistes pour faire front contre l'« idéalisme » des autres, ils bâtirent leur construction théorique sur le pilier de l'Etat, souverain et égal, défendant ses intérêts par la force, si nécessaire ; ce choix théorique avait aussi l'ambition de faire renoncer les Républicains à leur traditionnel isolationnisme. L'ambiguïté n'est pas absente de cette formulation et elle est sans doute à l'origine d'un contresens sur son interprétation : le danger de la formulation réaliste tient à sa sacralisation de l'Etat, sans doute exagérée, mais néanmoins nécessaire à cette époque, puisque lui seul détenait *de facto* la capacité militaire. Il est donc normal que cette théorie ait provoqué la réaction de ceux qui croyaient en la possibilité d'un monde coopératif où les intérêts finiraient par converger harmonieusement, grâce à l'économie de marché, en conformité avec les thèses libérales. De cette manière était reproché à l'Etat d'attenter volontairement à la paix ; sa nature même était suspectée de bellicisme.

La thèse libérale correspondait assez bien aux Etats-Unis ou du moins à une large partie de l'opinion acquise aux valeurs du capitalisme et de l'individualisme. Cependant, l'opposition américaine aux réalistes était extrêmement ambiguë, car elle se limitait au choix des moyens pour conduire vers la paix. Les réalistes partageaient avec eux une croyance identique dans la valeur de la liberté individuelle et de l'économie de marché. En revanche, ce commun attachement ne pouvait que provoquer la réaction des marxistes et justifier leurs critiques de l'inégalité et de l'exploitation existant dans le monde bourgeois. De ce fait, ceux-ci contribuaient à la critique de l'Etat, en remplaçant la vision atomistique par un faisceau des forces organisées dans de grands blocs, transcendant la machine étatique, qu'ils vouaient à la disparition.

Et ce n'est pas la fin de la Seconde Guerre mondiale qui allait apaiser le débat : à nouveau, l'Etat se trouvait en procès, attaqué qu'il était pour avoir été l'instrument de la puissance de l'Axe germano-italien. Plus grave encore, la confusion entre souveraineté de l'Etat et nationalisme aurait eu pour résultat naturel de conduire à la guerre. En raison de cela, la théorie se divisa alors entre deux courants : l'un voulait rechercher dans des mécanismes d'intégration politique, dans le multi-libéralisme institutionnel, une solution au problème de la sécurité ; l'autre, tout à fait conscient des dangers encourus par la Guerre froide, choisissait la voie du néo-réalisme pour conduire l'immense conflit idéologique et militaire entre les Etats-Unis et

l'URSS. Cette dernière génération du réalisme donna naissance à un fort courant théorique avec des personnalités brillantes qui, comme George Kennan ou Henry Kissinger, cherchaient toutes, par le moyen de la puissance, à trouver un équilibre stable, une balance égalitaire dans le conflit bipolaire.

La fin de l'URSS déclencha une autre problématique où les « néo-libéraux » eurent la part belle du fait du recul de la puissance militaire liée à la disparition d'un « ennemi » crédible. La formidable expansion qui en résultait favorisait l'intégration du monde et privilégiait le mode coopératif pour régler les différends. De nouveau, la question de l'Etat était au centre de la discussion : fallait-il s'en remettre à un système mondial commandé par les valeurs et la puissance hégémonique américaine ou bien fallait-il rechercher dans le multilatéralisme (John Gerard Ruggie) ou l'institutionnalisation onusienne les clefs d'un nouvel ordre systémique ? La réponse de la réalité sera toujours plus forte que la théorie ! Ainsi, les attentats du 11 septembre 2001 mirent fin à la controverse et, d'un coup, pulvérisant la thèse transnationaliste, réhabilitèrent la puissance de l'Etat, seul capable de détruire les réseaux terroristes structurés d'ailleurs de façon quasi étatique et soutenu par des Etats qui prenaient pour cible le « Grand Satan » et ses émules « infidèles » du monde « occidental ». On oublie trop, maintenant, l'éloge fait par les libéraux de la valeur « intrinsèque » du concept de réseau, encouragé parce qu'il atténuait l'influence de l'Etat !

En mettant en évidence la variable historique, nous voulons simplement montrer que la dispute était liée, dans le monde américain, aux orientations de la politique étrangère. Seul un axiome praxéologique dictait leur contenu : comment maintenir la paix et la sécurité sans nuire aux intérêts américains ?

Le problème de l'écart entre les théories et la structure de la pensée en Occident

En outre, et de façon conséquente à la précédente remarque, il n'est pas inutile de faire apparaître le substrat idéologique de ces querelles, avec pour intention de démontrer leur très grande proximité. Une forte tendance à considérer les courants réalistes ou libéraux comme des métathéories se manifesta en effet chez certains auteurs américains qui, à l'instar d'Alexander Wendt, à la suite du structuralisme de Michel Foucault, recherchèrent dans toutes les théories des points de convergence épistémologique. Wendt, qui se présente lui-même comme un « constructiviste » ou théoricien du second rang, s'attache à démontrer l'identité de vue des pensées néo-libérales et néo-réalistes, lesquelles reposent toutes deux sur un « *atomisme ontologique et un positivisme épistémologique* » : en bref, il reproche aux deux théories de réifier des instances, que ce soient l'agent, l'Etat, le système mondial ; sa critique porte sur l'absence d'étude des processus qui permettent aux structures d'exister et de se construire mutuellement par un sys-

tème d'interactions et de *feedback*. Ces deux théories contestées conduiraient en effet à négliger une véritable ontologie qui « *cesserait de considérer action et structure comme deux forces d'un antagonisme dualiste* ». Cette analyse vient à point nommé pour replacer les théories à leur juste endroit, c'est-à-dire à un moment de la pensée occidentale dicté de façon étroite par sa tradition culturelle.

Nous croyons que pour saisir les luttes (ou soi-disant telles) des paradigmes, il est nécessaire de les appréhender grâce à un outil philosophique qui abrège leurs distances. Le point de vue occidental, son mode de raisonnement, est traditionnellement binaire. Ainsi, toutes les grandes disputes se sont concentrées sur l'alternative entre deux pôles antithétiques et rivaux : réalisme et nominalisme, objectivisme et subjectivisme par exemple. La prise en compte des relations internationales fut soumise à la même loi culturelle et donna naissance à des théories reposant sur des antithèses. En fait, celles-ci procèdent les unes des autres et s'engendrent mutuellement. Le point de vue juridique n'est pas tellement éloigné du réalisme, dès lors que le premier est débarrassé de son idéologie moniste et qu'il a définitivement oublié le fantôme impérial. La preuve en est que les juristes s'accommodent fort bien des entorses au principe d'égalité des Etats, acceptant le droit de veto des grandes puissances au Conseil de Sécurité. De la même façon, les réalistes ne refusent pas l'idéal de paix qu'ils croient trouver dans un équilibre de puissance, sans doute mystérieux, mais qui néanmoins, pendant toute la durée du système bipolaire, a assuré l'absence d'une guerre centrale. Resterait une opposition entre libéraux et réalistes portant sur la nature humaine et la possibilité d'un univers pacifique, mais ce débat n'est pas propre aux relations internationales et d'une certaine façon il est épuisé : plus personne ne songe à raisonner de la sorte sur ce problème. Bien plus, il ne nous paraît plus contradictoire de reconnaître la coexistence des deux pulsions chez l'être humain, sans besoin nouveau de reprendre la querelle du XVIII^e siècle sur l'état de nature. Poser la question de savoir si l'homme est bon ou mauvais relève bien de la métaphysique.

Plus précisément, nous voulons dire qu'il existe en Occident une structure de la dispute dont la procédure est réglée comme un ballet. Toute thèse entraîne, par respect d'un principe dialectique imaginaire, une antithèse radicalement contraire, puis, faute de synthèse, le paradigme qui a dominé pendant un moment devient la cible et cède devant la déconstruction. Une fois le travail effectué, intervient une phase réflexive et critique sur la nature même des théories ayant servi à la déconstruction. Si nous considérons que la structure de la querelle est plus importante que le contenu des discours illustratifs, alors tombe l'idée d'un éclatement de la théorie. L'écart est voulu par le système culturel occidental afin de justifier des opinions idéologiques subjectives. Davantage encore, la querelle témoigne d'un besoin analytique constant cherchant à séparer et à autonomiser les catégo-

ries, au risque d'oublier les liaisons qui animent l'ensemble. Nous pouvons alors présumer qu'une fois cassée la coquille protectrice donnée par la culture, nous devrions nous trouver en présence d'un corpus relativement homogène et déjà enrichi. Dans cette dernière hypothèse, il faut postuler que l'éclatement est de l'ordre du spectacle, et que s'en tenir à ce niveau ne dit rien des problèmes réels des relations internationales et de leurs acquis les plus certains.

À l'inverse, nous pouvons soutenir un principe de mitoyenneté des théories facilitant la transhumance de l'une vers l'autre, sans pour autant les conduire à se renier. Ainsi, la « théorie » des « régimes » peut aussi bien être considérée comme un prolongement habile du néo-réalisme qu'une illustration du néo-institutionnalisme. De la même façon, la division réalistes-libéraux se fait sur le choix des moyens : en fait, la diplomatie des compensations, des arrangements, du compromis poursuivie par Henry Kissinger, est tout à fait proche des recommandations libérales. Dans le même sens, le « réalisme » de Susan Strange se présente comme une critique du premier des dogmes du réalisme, l'Etat, au nom du deuxième, la puissance ! Le fonctionnalisme et le systémisme traduisent sans doute une méfiance à l'égard des Etats, mais qui va progressivement s'atténuer à un point tel que finalement la coopération fédérée entre Etats apparaîtra comme un moyen indispensable pour répondre aux attentes des citoyens et débouchera sur la « gouvernance » de la « société politique mondiale ». De la même façon, les prolongements modernes de la pensée réaliste chez Barry Buzan théorisent la « société anarchique mature » qui rejoint les préoccupations du transnationalisme désireux d'intégrer les attentes sociales des individus.

Il est facile d'imaginer, en recourant aux matrices fondamentales de la pensée chinoise, la construction d'une théorie des relations internationales qui, ignorant la distinction binaire occidentale entre le Bien et le Mal, rendrait infiniment mieux compte du sens réel des politiques internationales.

La théorie comme substitut à la religion

Une tendance psychosociale des relations internationales s'attache à mettre en évidence des traits de caractère des gouvernants, à en dresser la typologie pour mieux apprécier ou prévoir leurs comportements. Cette étude mériterait d'être faite pour les intellectuels-théoriciens, auteurs de théories. Il apparaîtrait sans doute que leurs origines, souvent des Européens chassés vers les Etats-Unis par le nazisme, mais aussi des enseignants ou des praticiens, influencent fortement leur discours. Dans tous les cas, ils ont tendance à agir de façon quasi religieuse, comme pourrait le faire un clergé laïc, mettant dans les paradigmes la même volonté d'explication ultime que celle procurée par des dogmes religieux. Sans doute cette tendance dépend-elle fortement de la pensée occidentale, très marquée par le questionnement métaphysique. Nul étonnement alors que la part transcendante devienne

une obsession, et que dans la construction théorique soit placé l'espoir inconscient de découvrir l'explication dernière. Paradigme, étymologiquement parlant, signifie déclinaison et, sans déformation du sens, nous pouvons accepter l'idée que le paradigme « fait fonction » de dogme, dogme à partir duquel peut se déduire le « sens » de l'objet étudié. Et c'est pour cette raison que nous refusons l'idée même de paradigme.

Les apports méthodologiques seraient alors postérieurs, instrumentalisés au service de l'affirmation dogmatique. Il y a dans la volonté de dicter sa conduite au Prince – très sensible encore lorsque certains coryphées français du transnationalisme parlent de « l'évolution de la capacité de l'Etat vers sa responsabilité » – une revendication de pouvoir incontestable. Il n'est pas inutile non plus de constater que la partie de la doctrine non pratiquante – purement mystique – marque une profonde détestation à l'égard des théories réalistes qui dévoilent trop crûment à leurs yeux les déterminants en termes de force. La dévaluation de la puissance de l'Etat ressort de ce besoin inconscient chez ces théoriciens de mettre en place une autorité qui lui soit supérieure et dont ils seraient les grands prêtres. Cette stratégie de la dénégation ne doit pas être prise pour argent comptant. L'accumulation des preuves servant à démontrer la faiblesse de l'Etat, sa transparence, devient alors suspecte et doit entraîner un doute méthodologique quant aux présupposés idéologiques tapis dans l'ombre. La projection de l'ambition personnelle dans un paradigme l'entache de soupçons et oblige à rétablir l'équilibre du côté des réalistes. La querelle d'ailleurs n'est pas sans rappeler celle qui opposait les théologiens réalistes (pris au sens de la réalité des idées générales) aux nominalistes plus empiriques et plus pragmatiques. La perpétuation du débat du XIII^e siècle dans les joutes du XX^e, opposant toujours les praticiens en charge des affaires aux moralistes, est une preuve supplémentaire de la force de la continuité du génie occidental et des formes académiques dont il use pour exprimer ses doutes, ses controverses et, surtout, son ignorance. Qui est capable de dire aujourd'hui si les idées générales existent en soi ou par soi ? Qui demain s'intéressera au fait de savoir si le système international est régi par des lois autonomes qui s'imposent aux Etats ou si, au contraire, il n'est que la résultante des décisions libres des acteurs ?

La persistance des cultures, également constatée dans l'approche empirique de l'école anglaise, nous fait donc pencher en faveur d'une grande prudence dans l'appréciation de la validité des paradigmes défendus par chaque école, au moins en tant que clefs uniques pour la Vérité. En revanche, ils correspondent parfaitement bien à des déclinaisons locales de la pensée politique, au sens de la plus pure tradition occidentale.

Toutefois ce débat sur la métathéorie apparaît à un moment précis de l'évolution de l'Histoire, celui où, la très grande bataille russo-américaine se terminant, règne une sorte de sérénité irénique qui pousse à faire de l'épistémologie, faute de trouver un sujet passionnant. Gageons que l'apparition du

terrorisme en pleine lumière de l'actualité relancera le débat et donnera un nouvel élan aux controverses théoriques!

La résolution stratégique des conflits théoriques

En fait, toutes les constructions théoriques reposent sur un double ancrage, dans l'Histoire comme suite de précédents d'une part, dans la pratique la plus immédiate d'autre part. Les deux aspects conditionnent la naissance d'une technique d'apprentissage par l'exemple, assorti d'une attitude normative afin de guider le Prince dans son action.

Une première source d'opposition survient dès lors qu'apparaît la spécialisation de chaque auteur dans l'une ou l'autre de ces voies, insistant tantôt sur l'action, tantôt sur la morale. La différence dépend uniquement de la qualité de l'auteur, soit qu'il ait en charge la conduite des affaires, soit qu'il recherche une voie idéale vers la paix et la sécurité. Le réalisme correspond au premier cas de figure, l'idéalisme au second. En fait, le réalisme est le nom de guerre de la pensée stratégique, source de tout art de la politique. La grande erreur du réalisme réside dans son ambition d'accéder à la théorie et d'avoir voulu enfermer dans des concepts rigides, le flou, le hasard, l'*agility*, l'habileté et la ruse, qui sont des nécessités évidentes de l'action mais se refusent à toute clôture conceptuelle. Il convient donc d'appréhender le problème avec un autre regard et de rechercher dans la voie de la stratégie le point de convergence.

Le marxisme, par exemple, aboutit à la *praxis*, instrument dialectique de l'accomplissement de l'histoire par le jeu des agents réels. Le libéralisme cherche ou espère construire la paix par l'intégration économique puis supranationale. Quant au réalisme, de toute évidence, il trouve dans la montée en puissance des acteurs le chemin tactique des forces, condition concrète de la stabilité d'un système. La discussion finalement porte sur les moyens jugés les plus efficaces pour atteindre un but identique. Si donc nous faisons abstraction de la part métaphysique, dont les oppositions relèvent strictement de la philosophie occidentale, seul subsiste comme questionnement le choix technique pour pallier le désordre international.

De ce point de vue, la pensée marxiste est exemplaire. La stratégie y prend le nom de *praxis* et désigne tous les moyens utiles à la réduction des contradictions. A partir d'une analyse sociologique des coalitions dictées par les grandes forces économiques à l'œuvre dans le monde, se dégagent des règles d'action qui sont l'objet même de la définition des relations internationales. En s'appuyant sur la partie dominée des Etats dominants, le camp socialiste détient le levier qui affaiblira tellement les capitalistes qu'ils seront obligés de recourir à la guerre pour vider leurs querelles. Tout est déjà dans la théorie dialectique : subordination hiérarchique de l'Etat en fonction de sa puissance, continuité de l'interne et de l'externe, fonctionnalisme des coalitions, structure bipolaire formée par les systèmes capitalistes

et socialistes, toutes les matrices paradigmatiques sont aperçues. Cependant, la réalisation des Lois de l'Histoire dépend de la réussite stratégique dans l'affrontement des mondes. Peut-être même toute la théorie occidentale n'est-elle qu'une tentative pour laïciser le marxisme et en récupérer l'apport méthodologique tout en lui substituant une autre téléologie. Cela ne doit pas faire oublier que le marxisme est partie prenante de la philosophie occidentale dont il a synthétisé tous les grands thèmes, essayant de réunir le renouvellement du manichéisme chrétien avec le sens de la stratégie présent chez Machiavel. La déconstruction du marxisme fait apparaître ces deux éléments constitutifs qui resurgissent séparément dans la théorie occidentale à la fois sous la forme d'une direction normative à donner aux relations internationales et sous celle d'une quête de la meilleure stratégie.

Bien évidemment, nous retrouvons le même souci dans la théorie réaliste qui apparaît comme une sorte de laïcisation empirique de l'analyse marxiste mise au service du monde capitaliste. Cela semble plus improbable chez les idéalistes-libéraux, qu'ils soient inspirés par une approche fonctionnaliste ou behavioriste. Et pourtant, tous désirent mettre au point une technique pour déposséder l'Etat de sa part guerrière et pour le soumettre à un engrenage de coopération dont il ne pourra plus se libérer.

CONCLUSION

Les développements précédents semblent prendre fait et cause pour le réalisme. En fait, le problème n'est pas là. Car nous avons accepté tous les arguments développés contre la « théorie » réaliste. Notre propos visait à détruire l'écart présumé entre lesdites théories, à refuser à chacune le caractère paradigmatique dont elles se réclament. Le seul moment où elles diffèrent vraiment concerne la part idéologique relative à la nature de l'homme, à sa morale, à son avenir. Mélange d'utopie quant aux buts et de métaphysique quant à la nature même de la guerre, les théories des relations internationales débouchent toutes sur un problème concret : comment gouverner pour le plus grand intérêt de son peuple ou de l'humanité ? En cela elles rejoignent la question essentielle, celle de l'art du politique, qui ne se laisse jamais enfermer dans un jardin muré, qui n'accepte pas de se couler dans des concepts préconstruits. La pratique exige le flou, l'ambigu, la ruse, tantôt elle se fait douce et conciliante, tantôt elle apparaît dans toute sa brutalité. Si des voies pacifiques de coopération sont possibles, elle ne les refuse pas, mais cherche à les contrôler à son profit. Si la guerre est nécessaire, elle sera conduite avec acharnement. La seule concession sera d'ordre visuel, en cachant les morts réels afin de ne pas choquer la sensibilité du spectateur.

Quelle est alors la théorie qui réponde le mieux à ces nécessités ? Aucune et toutes en même temps. Chacune murmure la meilleure solution à l'oreille du Prince, lui propose ou paix ou violence, mais le laisse toujours seul

devant son choix. Seulement les hommes qui ont forgé les réponses obéissent à des injonctions contraignantes. Ils se laissent guider par leurs valeurs, consciemment ou non, mais surtout du fait de leur origine occidentale, ils tirent de leur culture ou des nécessités de carrière, des impératifs qui rendent leurs œuvres incomplètes. Car pour subsister dans un univers manichéen, les théories doivent se répartir sur des points antithétiques et s'y fortifier afin de mieux attaquer l'adversaire. Position de combat qui se voit renforcée encore par le désir qui les pousse à être vizir à la place du vizir ou, à défaut, d'être l'inspirateur du Prince. Dieu est mort en Occident, mais il ne manque pas de successeurs. Ceux-là mêmes qui L'ont tué parlent à sa place et se réclament de la même supériorité que Lui. La métaphysique revient toujours pour envenimer les querelles et chuchoter des mots d'orgueil à l'oreille des conseillers de cour. Tout le sens prêté au concept de paradigme illustre bien ce rêve d'avoir découvert un nouveau dogme, capable de guider les hommes.

Cela veut-il dire que la discipline des relations internationales en est restée au stade infantile de la philosophie ? Absolument pas ! L'immense effort de la recherche, la meilleure connaissance des situations historiques, l'apparition de nouvelles méthodes mettent désormais à la disposition du curieux tous les éléments pour comprendre l'ordre du monde.

Il suffit d'oser le syncretisme, blasphème affreux, qui bafoue chaque théoricien dans sa gloire unique, mais en fait s'impose afin de faire apparaître le caractère convergent et complémentaire des réponses fournies par les différentes méthodes. Bien sûr, un tel sacrilège offense la notion même de « paradigme ». Mais serait-ce vraiment criminel ?

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Raymond ARON, *Paix et guerre entre les Nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962
- Barry BUZAN, *People, States, and Fear : An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1991 (seconde éd.)
- Barry BUZAN/Charles JONES/Richard LITTLE, *The Logic of Anarchy (New Directions in World Politics)*, Columbia University Press, New York, 1993
- Elie COHEN, *La Tentation hexagonale. La souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, Paris, 1996
- Karl Wolfgang DEUTSCH, *The Analysis of International Relations*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1968
- Robert GILPIN, *War and Change in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge (Mass.), 1981
- Robert GILPIN, *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, Princeton University Press, Princeton, 2001
- Ernest HAAS, *Beyond the Nation-State*, Stanford University Press, Stanford, 1964
- George KENNAN, *American Diplomacy (1900-1950)*, University of Chicago Press, Chicago, 1985

- Robert KEOHANE, *After Hegemony*, Princeton University Press, Princeton, 1984
- Robert KEOHANE, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Addison-Wesley Publishing, Reading (Mass.), 2000 (troisième éd.)
- J. KLEIN, « Race : the Mess. A City on the Verge of a Nervous Breakdown », *New York Magazine*, 28 mai 1990
- Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, WCB/McGraw-Hill, New York, 1985 (sixième éd.)
- Jean-Jacques ROCHE, *Théorie des relations internationales*, Montchrestien, Paris, 2001
- Jean-Jacques ROCHE, *Relations internationales*, LGDJ, Paris, 1999
- John Gerard RUGGIE (dir.), *Multilateralism Matters : The Theory and Praxis of an Institutional Form (New Directions in World Politics)*, Columbia University Press, New York, 1993
- Marie-Claude SMOUTS, *Le Retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Presses de Science Po, Paris, 1992
- Marie-Claude SMOUTS, *The New International Relations : Theory and Practice*, St. Martin's Press, New York, 2001
- Suzan STRANGE, *States and Markets*, Pinter, Londres, 1994
- Suzan STRANGE, *The Retreat of the State : The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge University Press, Cambridge (Mass.), 1996
- J. Ann TICKNER, *Gender in International Relations (New Directions in World Politics)*, Columbia University Press, New York, 1992
- J. Ann TICKNER, *Gendering World Politics*, Columbia University Press, New York, 2001
- Kenneth WALTZ, *Theory of International Politics*, WCB/Mac-Graw-Hill, New York, 1979
- Alexander WENDT, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, Cambridge (Mass.), 1999